



PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES LOCAUX
& VITRES,
FOURNITURE DE PRODUITS CONSOMMABLES
ET ADAPTES

Cahier des Clauses Administratives Particulières

C.C.A.P

MARCHE N° 102-2018

APPEL D'OFFRE OUVERT

Date limite de remise des offres : 22 mars 2018

SOMMAIRE

Article 1 - POUVOIR ADJUDICATEUR	3
Article 2 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
Article 3 - MODALITES DE LA CONSULTATION	3
Article 4 - PIECES CONSECUTIVES DU MARCHE	3
Article 5 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE.....	4
Article 6 - CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
Article 7 - LOCAUX, MATERIELS ET PRESTATIONS MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE	6
Article 8 - MESURES D'ORDRE SOCIAL, APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	6
Article 9 - CONDITIONS FINANCIERES	7
Article 10 - OBLIGATIONS ET RESPONSABILITE DU TITULAIRE	8
Article 11 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS ET PENALITES	8
Article 12 - REGLEMENT DES DIFFERENTS LITIGES	9
Article 13 - RESILIATION.....	9
Article 14 - DEROGATIONS	9

Institut National Universitaire Champollion.
Place de Verdun – 81012 Albi cedex 9

Représentant légal du pouvoir adjudicateur :
Brigitte Pradin, Directrice.

Article 2 – Objet de la consultation

La consultation porte sur les prestations suivantes :

- Nettoyage des bâtiments B, Borel, Jean Jaurès, Administration, Pascal Ambic, Multimédia, Bibliothèque, logements de fonction (4) et Gymnase de l'Université d'Albi.
- Fournitures et mise en place des consommables pour les sanitaires.
- Nettoyage des vitres et verrières.

Les locaux concernés accueillent :

- Des espaces administratifs (bureaux)
- Des salles de cours (salles et amphithéâtres)
- Des salles de réunion
- Des laboratoires de Recherche.
- Des parties communes : couloirs, ascenseurs, escaliers, sanitaires, hall d'entrée, accueil.
- Des locaux techniques.

Les prestations régulières et leur périodicité sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les prestations sont exécutées dans les locaux de l'Université d'Albi –
Place de Verdun – 81012 Albi cedex 9.

La superficie des locaux est à consulter dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Une visite des locaux devra obligatoirement être faite par les candidats potentiels.

Article 3 – Modalités de consultation

Il s'agit d'un marché passé en appel d'offres ouvert selon le code des Marchés Publics (articles 57 à 59).
Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier les offres présentées.

Le marché est passé pour une période 36 mois à compter du 9 mai 2018.

Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être exécutées conformément aux normes homologuées ou à d'autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux dans les conditions prévues par le Décret n°2009-697 du 16 juin 2009.

Article 4 – Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (DC3)
- La décomposition du prix global et forfaitaire
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

- Le mémoire des moyens techniques correspondant renseigné par le titulaire et comportant notamment la liste des matériels et exécution
- La déclaration du candidat individuel (DC2), la déclaration de sous-traitance (DC4) et DC1.

Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services sans son chapitre VII (CCAG – FCS) approuvé par l'arrêté du 19 Janvier 2009.
- Le code du travail
- Les règlements d'hygiène et de sécurité
- L'ensemble des normes se rapportant aux prestations faisant l'objet du marché
- Toute disposition imposée par un texte légal

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Article 5 - Modalités d'exécution du marché
--

Les fréquences des nettoyages et autres prestations sont indiquées dans le CCTP. Les délais d'exécution du marché seront définis dans un planning de réalisation des prestations remis par le prestataire à l'appui de son offre, en justifiant que les résultats obtenus restent conformes aux exigences spécifiées entre deux interventions.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

L'organisation du travail, les effectifs, le type de matériel et de produits indiqués dans le mémoire technique sont des éléments contractuels du marché et doivent permettre d'offrir un excellent niveau de propreté et d'hygiène.

Le ou les titulaires sont tenus de se prêter aux visites de contrôle du service technique. Ce non respect des engagements indiqués dans le mémoire technique donnera lieu à des pénalités définies à l'article 11 du présent CCAP.

En cas d'interruption imprévue du service pour quelque cause que ce soit (intempéries, grève, impossibilité d'accéder au site), le titulaire avise l'Université au plus tard dans les 3 heures à compter de l'interruption et prend en accord avec elle les mesures nécessaires notamment afin d'assurer un service minimum.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est responsable à l'égard des tiers, des conséquences des actes de son personnel ainsi que de l'usage des matériels et engins mis en service. Il garantit l'Université de tout recours. Il contracte à ses frais toutes les assurances utiles, notamment pour se garantir de toute indemnité à laquelle l'expose l'activité entreprise au titre du présent marché. Cette garantie devra être suffisante, elle devra être illimitée pour les dommages corporels.

Il est entièrement responsable du matériel et des accidents et avaries qui peuvent résulter de l'usage de ce matériel.

Le candidat s'engage à indiquer dans son offre :

- un numéro de téléphone afin que la personne publique puisse le joindre facilement pendant les horaires de travail (de 9h00 à 17h00 du lundi au vendredi)
- le nom et les coordonnées précises (nom, adresse, téléphone, adresse électronique) de la ou des personnes chargées de l'encadrement du personnel et de l'exécution des prestations, des suivis administratifs.

Il lui est demandé d'être en mesure de déléguer un cadre sur place en cas de convocation de la personne publique, en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières à donner au personnel en place.

Le titulaire devra soumettre au visa de la personne publique dans le délai fixé au présent article, le calendrier mensuel des prestations à effectuer, établi selon le cadre fixé par le CCTP.

Documents à fournir avant l'exécution des prestations

Désignation des documents	Délai à compter de la notification du marché
Justifications d'assurances	5 jours
Numéro de téléphone, noms et coordonnées des contrôleurs	indiqués dans l'offre
Liste nominative des personnels (à modifier à chaque changement de personnel).	5 jours
Liste des matériels	jointe à l'offre
Liste des produits	jointe à l'offre

Documents à fournir en cours d'exécution des prestations

Désignation des documents	Délai à compter de la notification du marché
Plan de prévention pour entreprise extérieure	à signer tous les ans par les deux parties.
Liste des produits et des matériels	pour chaque nouveau produit à la livraison sur site du produit et pour tout changement de matériel.

Encadrement

L'organisation du travail relève de la responsabilité du titulaire.

Le titulaire devra obligatoirement affecter un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations, et d'une manière générale de l'application des clauses techniques du CCTP.

Il sera assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance quotidienne efficaces.

Effectifs

Le titulaire recrute et rémunère le personnel nécessaire et l'emploi sous sa seule responsabilité.

Il s'engage à établir une formation adaptée et suffisante pour celui-ci et précise le niveau professionnel du personnel dans son offre.

Les effectifs réels nécessaires à l'exécution quotidienne de toutes les prestations selon les modalités définies au CCTP et leur répartition sont de la compétence du titulaire.

Tout au long du marché, le titulaire doit appliquer cette répartition et maintenir les effectifs annoncés dans son offre. Ces éléments constituent les moyens minimaux à mettre en œuvre.

Le personnel du titulaire est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail
- Aux règles qui sont appliquées aux personnes extérieures intervenant sur les sites.

Matériels et produits

Le matériel sera conforme aux normes et prescriptions en matière de sécurité (appareillage électrique notamment).

Les produits utilisés devront être conformes aux demandes du Cahier des clauses techniques et aux normes en vigueur.

Accès aux locaux et équipements

L'Université fournit aux agents les clés de chaque bâtiment. Ces clés sont répertoriées sur un état signé par chaque intéressé(e) et visé par le responsable de la société. Chaque agent est responsable de son trousseau.

Respect de la confidentialité

Le titulaire s'engage à s'assurer que son personnel respecte une obligation de discrétion dans le cadre de son travail.

Le non respect de ces engagements par le titulaire implique la résiliation du marché à ses torts exclusifs, et la personne publique se réserve le droit d'introduire en justice une action pour obtenir réparation du préjudice éventuellement subi au titre de l'article 1384 du Code Civil.

Article 7 - Locaux, matériels et prestations mis à disposition du titulaire

Locaux

Les locaux nécessaires à la bonne exécution des prestations sont mis gratuitement à disposition du titulaire. Ils ne peuvent être utilisés qu'aux fins exclusives et dans les limites prévues dans le marché.

Le titulaire est tenu de les maintenir en bon état de fonctionnement et de propreté. Le représentant de l'établissement se réserve le droit de visiter les locaux mis à disposition du prestataire.

Le cas échéant, la valeur des biens détériorés, détruits ou soustraits pendant l'exécution des prestations, appartenant à la personne publique ou à des tiers, pourra être déduit de plein droit des sommes dues au titulaire, ainsi que les interventions éventuelles de l'Université ou des entreprises agissant à sa demande, consécutives à un usage anormal ou à un non-respect des consignes d'utilisation.

Prestations

Les fournitures d'énergie électrique, eau chaude et froide nécessaires à l'exécution des prestations sont assurées gratuitement par l'Université.

Article 8 - Mesures d'ordre social, application de la réglementation du travail

Visites médicales

Les nouveaux agents sont soumis à une visite médicale d'embauche.

Les agents en fonction sont soumis aux examens médicaux périodiques par la réglementation.

Vêtements de travail

Le titulaire doit doter le personnel de vêtements de travail (uniforme) et éventuellement de protections d'un type et d'une couleur agréés par la personne publique du marché. Le nettoyage et l'entretien de ces vêtements sont à sa charge.

Travailleurs étrangers

Le titulaire se conforme à la réglementation en vigueur.

Travailleurs d'aptitude restreinte

Le titulaire se conforme à la réglementation en vigueur.

Article 9 - Conditions financières

Contenu des prix

Les prix des prestations sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les services, ainsi que tous les frais afférents à l'opération.

Ils sont établis hors TVA et comprennent la fourniture de la main d'œuvre, du matériel et des produits nécessaires à la bonne exécution des prestations. Si les produits sont facturés à part, ils devront tout de même faire l'objet d'une évaluation globale.

Forme des prix

Les prestations font l'objet d'un montant forfaitaire résultant de la décomposition de prix.

Prix de règlement

Les prestations seront payées sur la base d'un forfait mensuel à terme échu proposé par le titulaire et retenu par l'administration, **quel que soit le nombre de jours du mois ouvrés et fériés**. En cas de changement dans la nature des travaux ou de modification de la surface à nettoyer pendant la durée de validité du marché, la modification sera facturée au prorata des surfaces.

Toute modification fera l'objet d'un avenant préalable.

Evolution des prix

Les prix du marché seront fermes pendant la 1^{ère} année à la date anniversaire d'effet du marché.

Les prix forfaitaires ou unitaires figurant dans l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois précédent celui fixé pour la date limite de dépôt des offres. Ce mois est appelé mois zéro (Mo.)

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, le prix sera révisé par l'application de la formule de révision suivante par référence à l'indice de prix publié sur le site internet de l'INSEE, libellé : services de nettoyage, marché public, au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{Po \times I}{Io}$$

P : prix révisé pour l'année

Po : prix initial du marché

I : indice des prix connus aux dates anniversaires du marché

Io : valeur de l'indice au mois d'établissement des prix

Le titulaire du marché communiquera deux mois avant la date anniversaire du marché les nouveaux prix, accompagnés des justificatifs, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lors de la révision des prix, le prestataire joindra à sa demande une note indiquant les indices pris en références, ainsi que le détail des calculs.

Facturation

Le marché étant considéré comme s'exécutant de façon continue, les factures seront adressées en trois exemplaires, au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent à l'adresse suivante :

**Institut National Universitaire.
Service financier
Place de Verdun – 81012 Albi cedex 9**

Le montant à facturer est le douzième du forfait annuel.

Seront déduites, le cas échéant, les réfections et les pénalités prévues à l'article 11.

Le délai maximum de paiement est de trente (30) jours. En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

Article 10 - Obligations et responsabilité du titulaire

Le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires à une parfaite exécution de son obligation de résultat décrites dans les pièces contractuelles du présent marché.

Article 11 - Opérations de vérifications et pénalités

Les vérifications sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 18 et 20 du CCAG FCS. Cependant, par dérogation à l'article 20.2, les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par le service destinataire.

Les prestations qui n'auront pas été exécutées ou qui n'auront été exécutées que partiellement seront signalées au titulaire par mail et donneront lieu à l'application des pénalités comme suit :

- 1) Pour les prestations dont les prix peuvent être calculés à la surface, la pénalité est égale à deux fois le produit de la surface par le prix unitaire correspondant, figurant au tableau annexe de l'acte d'engagement
- 2) Pour les autres prestations dont les prix ne peuvent pas être calculés à la surface (plan de travail des bureaux, cuvettes de wc, lavabos), la pénalité est fixée forfaitairement à 150 € HT par manquement constaté contradictoirement. Si l'inexécution des prestations ou l'exécution partielle persiste, l'Administration adressera au titulaire une lettre recommandée avec accusé de réception donnant lieu à l'application de pénalités doublées
- 3) Pour absence de chef d'équipe : réfaction de 200.00 € HT par jour
- 4) Pour l'absence d'un personnel : réfaction de 150.00 € HT par jour
- 5) Pour non-respect du port de la tenue : réfaction de 25.00 € HT par jour
- 6) Pour matériel hors d'usage : réfaction de 40.00 € HT par jour
- 7) Pour utilisation de produit sans avoir fourni la fiche de données de sécurité : réfaction de 50.00 € HT par jour et par produit
- 8) Pour stockage de produit non utilisable sur le site : réfaction de 200.00 € HT par jour
- 9) Pour manque de consommables sanitaires : réfaction de 10.00 € HT par jour et par sanitaire.

Article 12 - Règlement des différents et litiges

Les différents et litiges seront réglés dans le respect des dispositions du chapitre 6 du CCAG FCS. En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents : les litiges pouvant survenir à l'occasion de l'exécution du présent marché sont soumis au Tribunal Administratif de Toulouse.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français (article 2 de la loi 94-665 du 04/08/94).

Article 13 - Résiliation

Le marché pourra être résilié selon les dispositions du chapitre V du CCAF FCS.

Le cas échéant, l'INU pourra également résilier le marché aux torts du titulaire sans indemnité, en cours d'exécution, par décision du pouvoir adjudicateur avec date d'effet (envoyée en recommandé avec accusé de réception) si :

- Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 48,49 et à l'article 55 du décret 2016-360 du 25/03/2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5,8222-7 et 8222 -8du code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues ci-dessus par le marché .
- Après mise en demeure du titulaire assorti d'un délai, si des défauts et / ou dysfonctionnements constatés n'étaient pas corrigés où si les prestations réalisées sont jugées notoirement insuffisantes.

Article 14 – Dérogations

L'article 11 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG FCS.